



Le 1^{er} décembre 2022

Communiqué de presse

Le Groupe Renault, poursuit sa stratégie financière au détriment des emplois et de la filière automobile !

Bien-que la séparation en deux entités, électrique et software (Ampère) d'un côté et des motorisations thermiques et hybrides (Horse) de l'autre soit décrié par les salariés, même au plus haut niveau de la hiérarchie, messieurs De Meo et Senard persistent à répondre aux marchés financiers, au détriment de l'avenir industriel du Groupe Renault .

Les instances représentatives du personnel, du Groupe Renault, sont informées et consultées sur la création des deux entités dont une filiale « Ampère » en France consacrée à l'étude, la fabrication, et la commercialisation de véhicule électrique sans aucune garantie sur les volumes de production et d'emploi. De plus, les experts du secteur automobile émettent des interrogations sur la vertu des véhicules électriques. Enfin, Ce sont 10 000 salariés de Renault en France qui changeront d'entreprise sans leur consentement par l'application de l'article L 1224-1 du code du travail.

A contrario la CGT Groupe Renault propose dans son projet industriel et social, une autre ambition pour Renault avec des propositions sociales, sociétales et environnementales qui n'abandonnent pas la recherche et le développement de toutes les énergies alternatives, y compris l'amélioration des motorisations thermiques.

La deuxième entité dédiée au thermique et à l'hybride ne sera plus sur le territoire National, qui plus est le Groupe Renault créera une co-entreprise avec un partenaire chinois Geely, un constructeur bien implanté dans son pays et propriétaire de plusieurs constructeurs Européen. Les salariés de la filière automobile en Europe et ceux du Groupe Renault ne peuvent que s'interroger sur leur avenir et sur leur autonomie. Il ne faut pas oublier que les motorisations thermiques seront très largement majoritaires dans les années 2040, 2050 sur la planète.

S'associer à Geely remet en question notre indépendance, ainsi que la politique d'achat et de « sourcing » de l'entité « Horse », qui recherchera la main d'œuvre à bas coût social sans se préoccuper ni du droit du travail ni des droits humains.

Le Groupe Renault a déjà sacrifié la filière automobile en France, les exemples n'en finissent pas, fonderie du Poitou, fonderie du Jura, Fonderie SAM, même sa propre Fonderie de Bretagne. Tout comme les semi-conducteurs où Renault doit exclusivement se fournir dans le Sud-est asiatique.

Que recherchent les dirigeants de Renault, si ce n'est de répondre aux appétits des actionnaires, dont l'Etat français ?

Le Gouvernement, actionnaire de référence du Groupe Renault, n'exprime pas sa position et valide cette politique de casse de l'industrie. Elles sont loin les déclarations du Président de la République et de son ministre de l'Economie, des Finances et de la souveraineté industrielle et numérique.

Pour l'emploi et le développement industriel, la CGT Groupe Renault s'oppose au projet financier et à l'optimisation fiscale de la direction générale du Groupe Renault.

Contacts presse

Jean-François PIBOULEAU - Délégué Syndical Central Renault

06 81 40 24 24 jeanfrancois.pibouleau@gmail.com

Rachid KARROUMI - Délégué Syndical Central adjoint

07 50 93 69 25